



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
10 mai 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

**La montée en puissance du Sud:
Le monde à l'envers**

**Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session
de la Conférence**

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 23 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

La montée en puissance du Sud: Le monde à l'envers

1. Ont participé à cette réunion-débat, coorganisée avec le Centre Sud: M. Richard Kozul-Wright, Directeur du Groupe de la coopération et de l'intégration économiques de la CNUCED; M. Martin Khor, Directeur exécutif du Centre Sud; M. Rob Davies, Ministre du commerce et de l'industrie (Afrique du Sud); M. Anand Sharma, Ministre du commerce et de l'industrie (Inde); et M. Tony Addison, économiste en chef et Directeur adjoint de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'Université des Nations Unies.

2. L'objectif principal du débat était d'approfondir la description et l'examen de la «Montée en puissance du Sud» et du rôle de la coopération Sud-Sud, tels que l'entendaient la CNUCED et le Centre Sud. Le secrétariat a appelé l'attention sur la publication prochaine d'une étude du Groupe de la coopération et de l'intégration économiques sur ce sujet, dont les principaux aspects ont ensuite été examinés, à savoir l'importance primordiale de la marge d'action pour assurer croissance et développement, la nécessité d'une politique industrielle (y compris pour les secteurs de l'agriculture et des services) pour orienter la transformation économique et l'impératif d'intégration sociale (s'agissant notamment de l'intensité d'emploi de la croissance).

3. Il a été noté qu'un certain nombre d'institutions financières internationales, d'analystes et de gouvernements considéraient que les pays avancés étaient dans une situation de stagnation économique prolongée et qu'au vu de leur forte croissance, certains grands pays en développement devaient assumer de plus grandes responsabilités concernant l'évolution de l'économie mondiale et le financement de l'aide internationale à travers la coopération Sud-Sud (en d'autres termes, si la montée en puissance du Sud était inévitable, aucun changement d'orientation n'était nécessaire dans le Nord, et un nouvel ordre mondial se mettrait automatiquement en place). Selon ce point de vue, ces questions devraient devenir les domaines de travail prioritaires de la CNUCED à l'avenir.

4. Tous les participants ont estimé que ce point de vue était partial et erroné. Premièrement, en dépit de changements manifestes observés dans l'architecture économique mondiale, s'agissant notamment de la structure du commerce, de la provenance et de la destination des flux d'investissement et des taux relatifs de croissance, les pays du Sud restaient économiquement beaucoup plus faibles que leurs homologues du Nord et ils avaient en commun de graves problèmes de pauvreté, de manque d'infrastructures et de chômage chronique.

5. Deuxièmement, les pays en développement étaient à maints égards particulièrement vulnérables et risquaient de voir leurs résultats économiques se dégrader dans les quelques années à venir, ce qui compromettrait leurs efforts de rattrapage des pays avancés. Ils étaient notamment confrontés à la probabilité d'une baisse des prix des produits de base (qui aurait de graves conséquences compte tenu de la fragilité de régimes budgétaires reposant sur des prix élevés de ces produits), de l'absence de croissance équitable dans de nombreux pays et de la nécessité urgente de réaliser de considérables investissements d'infrastructure (concernant notamment la technologie, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'énergie) pour soutenir la croissance.

6. Troisièmement, le point de vue classique selon lequel la montée en puissance du Sud était à la fois automatique (c'est-à-dire, inévitable) et alimentée et entretenue par des politiques économiques classiques a été considéré comme exagérément simpliste. La définition d'orientations stratégiques et la coopération Nord-Sud restaient indispensables pour soutenir la croissance dans les pays du Sud.

7. Tous les participants ont reconnu que la solution au double problème de la réduction de la pauvreté et de l'intégration sociale ne dépendait pas seulement d'une bonne politique macroéconomique «générale». Elle dépendait aussi de l'adoption de politiques industrielles spécifiques pouvant assurer l'intégration des pauvres et créer une forme de croissance économique plus équilibrée, qui pourrait compenser en partie le faible poids économique de la plupart des pays pauvres. Toutefois, pour mettre en œuvre de telles politiques, les pays devaient disposer d'une marge d'action suffisante. La préoccupation première (et le critère essentiel pour mesurer les résultats des politiques mises en œuvre) était, pour les pays en développement, la création d'emplois.
8. Les participants ont souligné que la croissance économique n'avait pas nécessairement des effets proportionnels sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, lesquels dépendaient surtout de la structure de l'économie (par exemple, de l'importance du secteur agricole ou pétrolier).
9. Un aspect particulier des problèmes économiques des pays du Sud, à savoir les contraintes imposées à ces pays, tout spécialement en Afrique, par leur petite taille, a été examiné pendant la réunion. Ce problème pouvait être réglé, du moins en partie, par l'intégration régionale («régionalisme développementiste»), notamment grâce au commerce et au développement des infrastructures, qui pouvaient aider à éliminer certains obstacles à la croissance et à jeter les bases d'une industrialisation et de la mise en place de chaînes de valeur en Afrique. Tous les participants ont toutefois reconnu que le commerce et autres relations Sud-Sud devaient se distinguer des traditionnelles relations Nord-Sud.
10. Les participants ont estimé qu'un financement ciblé était nécessaire pour assurer la croissance et un développement équitable. La création de banques de développement, notamment de la «Banque des BRICS» (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), récemment annoncée, était une possibilité.
11. Les participants ont également considéré que la coopération Sud-Sud (dans les domaines du commerce, du financement, du transfert de technologie, etc.) ne remplaçait pas la coopération Nord-Sud; elle pouvait cependant offrir aux pays en développement (en particulier aux pays les moins avancés) quelque chose d'unique, par exemple aider à redéfinir les priorités multilatérales dans un sens plus favorable aux perspectives des pays en développement, à tous les niveaux de développement.
12. Pour tous les participants, les pays en développement restaient, tant en termes de structure économique que de niveaux de revenu, très différents des pays avancés, et l'on ne pouvait pas attendre des uns et des autres les mêmes engagements. La montée en puissance du Sud, dans la mesure où elle avait déjà commencé et pouvait se poursuivre, avait créé une nouvelle réalité, notamment un nouveau multilatéralisme, qui devait trouver à s'exprimer dans la gouvernance mondiale si l'on voulait établir un ordre mondial stable.
13. En conclusion, tous les participants ont reconnu que d'importants problèmes de pauvreté et de manque d'infrastructures persistaient, même dans les principales puissances économiques du Sud. Il n'en restait pas moins que les BRICS pouvaient inspirer aux autres pays en développement des approches nouvelles et très efficaces de la lutte contre la pauvreté (programmes de transferts, notamment). Enfin, il était important de rééquilibrer les moteurs internes et externes de la croissance et de rendre les pays en développement moins dépendants de l'environnement extérieur et d'une croissance reposant sur les exportations.